



**Le Jura Libre n° 2819 du jeudi 5 juillet 2012**

**Editorial**

**Laurent Girardin**

## **Construire un avenir !**

Après avoir semé le doute dans certains esprits au cours de ces derniers mois, le CJB, victime d'une éternelle crise identitaire, s'est finalement massivement rallié à l'idée d'un vote. Seuls les sept membres de l'Union démocratique du Centre (UDC) s'y sont opposés. Les deux gouvernements peuvent désormais s'atteler à la mise en œuvre concrète de l'accord du 20 février 2012.

Les attermoissements du CJB, organe consultatif sans réel pouvoir, n'étaient pour ce dernier qu'une énième manière de tenter d'exister. Il a toutefois joué avec les valeurs de la démocratie comme on joue avec le feu au risque de ternir l'image de la partie francophone du canton de Berne.

L'incertitude qu'il a laissé planer aura généré moult commentaires d'incompréhension dont celui du parlementaire jurassien Alain Bohlinger qui déclarait lors du débat consacré au rapport du Gouvernement sur la reconstitution du Jura : « On se perd en conjectures sur les raisons qui conduisent les adversaires du vote à adopter un comportement de refus et de rejet. Que craignent-ils de la consultation s'ils sont si sûrs qu'ils seront confortés dans leurs positions ? »

Pour sa part, la présidente de l'Exécutif jurassien, Elisabeth Baume-Schneider ajoutait « qu'on ne refuse pas un vote sous le prétexte que la population ne l'a pas demandé. »

Par son attitude, le CJB a également donné toute la mesure des limites de la délégation de pouvoirs à notre région. Ceux qui imaginent la piste du « Statu quo+ » comme la panacée devront un jour oublier leur orgueil et déchanter. La motion du député autonomiste Maxime Zuber demandant au gouvernement de mettre en œuvre sans délai les aménagements que le CJB considère comme définissant le « Statu quo+ » pourrait ainsi tantôt mettre fin aux illusions. Le mirage disparaîtra de lui-même.

En parallèle, l'Assemblée interjurassienne (AIJ) vient d'annoncer, la mort dans l'âme, l'échec définitif de quatre dossiers importants. L'office interjurassien des sports, l'office interjurassien de la culture, le projet de salle de spectacle interjurassienne (CREA) et le dossier archéologie interjurassienne ont été enterrés en grande pompe la semaine passée, les deux gouvernements ayant des approches inconciliables.

Tout concourt à donner du crédit à l'idée de se lancer dans l'exaltante aventure visant à constituer de toute pièce une nouvelle entité cantonale romande réunissant une communauté de destin. Le maire autonomiste de St-Imier, Stéphane Boillat, a parfaitement résumé l'enjeu à l'occasion de la commémoration du 23-Juin à Porrentruy en déclarant : « La réflexion qui devra nous guider n'est pas celle de 1974, mais celle de l'intérêt de nos collectivités. Il ne s'agit pas de choisir un drapeau mais de construire un avenir. »